



Recensioni e schede

Jean Duma (dir.)

L'espace politique méditerranéen,
CthS, Paris, 2008, pp. 263

Avant que ne s'imposent à l'époque contemporaine les représentations collectives Nord Sud charriant des stéréotypes prenant les fondamentalistes arabes et occidentaux pour l'ensemble des sensibilités des populations, la Méditerranée fut un monde dans lequel le respect de l'altérité et la négociation, loin de toutes situations figées a primé, par delà des conflits qui le plus souvent ont regroupés des alliances complexes parmi lesquelles les relations privilégiées entre la France et les pays ottomans se sont le plus souvent opposés aux intérêts des Habsbourgs.

Ce sont les zones de contacts c'est-à-dire avant tout les îles et les ports qui de rivages en rivages tinrent lieu d'Echelles que cet ouvrage collectif met d'abord en avant. Sous le pontificat d'Innocent III la Sicile fit l'objet d'une séparation factice entre les bons favorables au siège apostolique et les mauvais Juifs et Sarrasins parce que en réalité le maintien du notariat grec et arabe lors de la domination normande du comte Roger II fit que les populations demeurèrent fluides vis-à-vis des trois grandes confessions monothéistes. En 1562 la Corse génoise fit l'objet de tractations entre Charles IX de Valois, le dey d'Alger, et l'empereur à Istanbul afin de s'emparer des fortifica-

tions qui de marines en villes sont autant de refuges pour les négociants que de points stratégiques pour des armées qui jusqu'au *Projet de Constitution pour la Corse* rédigé en 1765 par Jean-Jacques Rousseau se préoccupaient bien peu des communautés à l'intérieur des terres du moins après l'exclusion de l'Aragon du sud de l'île. C'est dans le cadre houleux qui s'en suivit avec l'intervention de l'Angleterre qu'il faut comprendre le maintien de l'esclavage de Corses à Tunis jusqu'en 1774 malgré le traité de 1768 qui concernait également le bey sur la situation des ressortissants français plus largement dans tous les consulats du Levant. Vint la Révolution française et c'est Malte qui en juin puis en septembre 1798 perdit le statut de limite entre l'Orient et l'Occident que lui avait réservé son siège de l'Ordre des chevaliers de Saint Jean et de Jérusalem. Désormais les îles de la Méditerranée, l'île d'Elbe, Malte, la Corse, la Sicile et les îles Ioniennes furent des points stratégiques majeurs dans la lutte pour la prépondérance du commerce britannique installé à Majorque depuis 1713 qui plus est après le blocus continental mis en place par Napoléon Bonaparte en 1806 dans lesquels s'élaborèrent des expériences institutionnelles originales.

Si l'échange inégal en Méditerranée a été instauré par le traité de 1156 entre Gênes et la Sicile l'invention du Sud avec sa quête de débouchés colo-

niaux renvoie plus certainement à la rivalité entre les Etats européens lors du congrès de Berlin de 1878. Le retour de la croisade après le premier départ des croisés vers Jérusalem des latins de Saint Gilles en 1095 lui date des attentats du 11 septembre 2001. L'univers non plus seulement méditerranéen s'assombrit depuis et se perd entre guerres dites justes comme en Irak et les excès des minorités fondamentalistes musulmanes.

Thierry Couzin

Jean Nicolas

La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale 1661-1789.
Gallimard, Paris, 2008, pp. 1076

Parler de la Révolution française c'est évoquer la réalité de la continuité entre l'ancienne et la nouvelle forme d'agrégation politique et son accomplissement. «Je viens appeler aujourd'hui votre attention sur la plus belle langue du monde, celle qui la première a consacré franchement les droits de l'homme et du citoyen, celle qui est chargée de transmettre au monde les plus sublimes pensées de la liberté et les plus grandes spéculations de la politique. L'orgueil même de l'accent plus ou moins sonore n'existe plus depuis que des citoyens rassemblés de toutes les parties de la République ont exprimé dans les assemblées nationales leurs vœux pour la liberté et leurs pensées pour la législation commune» (*Archives parlementaires. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises de 1787 à 1860*, T. LXXXIII, pp. 713-717). C'était réduire le champ des possibles puisque l'expérience patriotique du journal marseillais *Le Manuel du Laboureur et de l'Artisan* qui du 6 juin 1792 au lendemain du 10 août 1792 lors de l'insurrection des Fédérés avait exprimé le droit en provençal, par exemple à l'occasion de la plantation de l'arbre de la Liberté l'organe de presse publia cette chanson, «Braveis Citoyens, l'égalita,

per toujours sera nouestré partagi, mais l'unien fa nuestro sûreta, nous assuro la libertà. De l'unien tout m'ououffre eici l'imagi, Marseillès siguen toujours unis, qu'un beou jour leis poples tous amis, de sei couer en t'ououffren l'unien puro», témoignant du fait que divers idiomes pouvaient alors encore parler la même langue politique (Jacques Guilhaumou, *La langue politique et la Révolution française. De l'événement à la raison linguistique*, Paris, 1989, pp. 176-181).

Les mouvements paysans avaient préparé la Fronde en gironde dès 1623 et le parlement de Bordeaux lui-même fit une tentative de sécession avec le gouvernement de Louis XIII en 1653. C'est à la suite de cette insurrection que l'ordonnance de 1670 inaugura une nouvelle terminologie juridique. La catégorie «rébellion à justice» qui entraînait dans l'ensemble encore plus large et ancien des «cas royaux» qui relevaient des tribunaux de basse et de haute justice à l'exclusion de toute autre juridiction. La difficulté qui se présentait don aux juristes fut de savoir d'abord s'il s'agissait d'un phénomène collectif et ensuite de qualifier la nature du délit: l'«émotion» fut caractérisée comme un événement inattendu qui s'était développé sans raison claire et non concertée, l'«émeute» n'en était qu'une forme aggravée enfin la «sédition» désignait une atteinte à l'autorité du roi. Ces tentations étaient alors résolues par la pratique coutumière de l'«accommodement» et c'était seulement en cas d'échec devaient avoir recours à la forme institutionnelle du procès.

Aux confins de la France, en Savoie les émeutes furent particulièrement nombreuses entre 1770 et 1780. Selon l'intendant du Chablais le pire est que le brigandage reçoit partout l'appui des habitants quoique Mandrin ait déjà été capturé en terre de Savoie en 1755. Bien qu'en Savoie la monétisation des droits seigneuriaux ait offert aux communautés de les racheter après leur abolition en 1771 l'agitation continua jusqu'à l'intervention de la France en septembre 1792. Joseph de Maistre

s'exile à Lausanne et témoigne du fait que désormais il y avait une opposition irrédicible entre un ordre dit naturel garant du droit positif et l'ordre naturel qui reposait sur l'idée originelle d'un contrat imposant la sécularisation du politique par les lois de la République française. La pratique des *charivari* qui permettait à la jeunesse d'exercer une forme de violence tolérée devient peu à peu incommode pour les autorités, à Nice en novembre 1721 une ordonnance est affichée contre l'usage d'exiger de l'argent des veufs et veuves qui se remariaient et filles qui se mariaient hors de leur paroisse, à Nuits en Bourgogne en 1742 la mascarade du jour des épousailles un Mardi gras donne lieu à de lourdes amendes. Dans le comté de Nice ce n'est qu'en 1750 que les atteintes à la propriété prirent une importance encore jamais égalée témoignant également d'un changement par rapport aux périodiques révoltes paysannes. A Nice même quelques émeutes annoncèrent les troubles qui se produisirent le 28 septembre 1792 à la faveur de laquelle les troupes du général Danselme envahirent le pays (Thierry Couzin, «Subversion et Révolution dans le pays niçois de 1790 à 1796», dans *Recherches Régionales*, 2001, 155, pp. 27-32). En Corse la révolte engagée depuis 1755 contre Gênes se poursuivit avec les mouvements paysans de 1788 qui préparèrent le suffrage favorable envers la France.

Le code rural de 1791 consacra le triomphe de la propriété libre de droits féodaux et de la dîme et on a pu prétendre que le renforcement de la propriété paysanne a été une condition nécessaire de l'accumulation et des progrès du capitalisme et certes cela fut d'autant plus vrai que désormais une nouvelle césure sépara le monde des campagnes entre les tenanciers éventuellement bénéficiaires de la vente des biens nationaux tandis que le manouvrier s'est prolétarisé et détruisit dans le même temps l'unité du peuplement de la paroisse. Dans le discours prononcé le 24 septembre 1791 Robespierre posa ouvertement la question: qu'est ce que

les droits civils sans les droits politiques? «C'est un homme qui est gouverné par des magistrats au choix desquels il ne peut concourir en aucune manière (...). C'est un homme avili dont la destinée est abandonnée aux caprices, aux passions, aux intérêts, d'une caste supérieure (...). Que l'on pense ainsi lorsqu'on regarde la liberté, le bien le plus sacré de l'homme, le souverain bien sacré de tout homme qui n'est pas abruti; que l'on pense ainsi lorsque l'on regarde la liberté comme le superflu dont le peuple français peut se passer, pourvu qu'on lui laisse la tranquillité et du pain; que l'on raisonne ainsi avec de tels principes je ne m'en étonne pas. Mais moi je déclare que j'abhorre de pareils systèmes, et que je réclame votre justice, l'humanité, la justice et l'intérêt national en faveur des hommes libres de couleurs» (Maximilien Robespierre, *Discours sur la religion, la République, l'esclavage* (1794), Paris, 2006, pp. 57-59).

A propos du nerf du pain Saint-Just précisa encore dans un discours prononcé à la Convention le 29 novembre 1792: «Je n'aime point les lois violentes sur le commerce. On peut dire au peuple ce que disait un soldat carthaginois à Annibal: «Vous savez vaincre, mais vous ne savez pas profiter de la victoire». Les hommes généreux qui ont détruit la tyrannie ignorent-ils l'art de se gouverner et de se conserver? Tant de maux tiennent à un désordre profondément compliqué. Il en faut chercher la source dans le mauvais système de notre économie. On demande une loi sur les subsistances! Une loi positive là-dessus ne sera jamais sage» (Saint-Just, *Discours et rapports*, Albert Soboul (ed.), Paris, 1977, pp. 73-74.). C'était se rendre à l'évidence de l'explication de Malthus qui greva dès le règne de Louis XVI les espoirs physiocratiques.

On attend encore qu'une autre structure organique structurée vienne accomplir la Révolution française. Le mouvement orienté de ses fragments comme le décret du 8 avril 1791 en faveur des femmes et la disposition du 22 mars 1841 limitant la durée du tra-

vail de l'enfant laissent au négatif un vaste champ ouvert par le Code Noir français de 1685 dont l'article 13 stipulait que la servitude était d'autant plus transmise par le sang que les nouveaux nés d'une mère esclave naissaient esclaves. La tâche de réappropriation de la mémoire entreprise par l'Unesco depuis quarante ans (Jean-Frédéric Schaub, *L'Europe a-t-elle une histoire?*, Paris, 2008, pp. 148-149) marque une belle page au livre sur le chemin de la libération de l'humain par lui-même.

Thierry Couzin

Frédéric de Neuhoff

Lettre à Pascal Paoli,
François de Negroni (ed.), *Materia Scritta*, Bastia, 2005, pp. 103

Ce livre conte l'histoire d'un malentendu entre Frédéric le présumé fils du roi Théodore de Neuhoff et Pascal Paoli lorsque celui-ci se réfugia à Londres en 1769 auquel le roi Georges III lui octroya une pension de 2000 livres sterling. Dès 1755, avant même le retour de Paoli en Corse en provenance de Naples, Frédéric s'affilia au réseau d'aide aux insurgés en contribuant à l'acheminement d'une cargaison d'armes et d'ailleurs dans sa lettre du 17 janvier 1774 il le lui reprocha. Marquée par le sceau de la déception cette correspondance rappelle que le succès mondain de Paoli à Londres fut largement dû au livre Boswell. Mme Macaulay le considéra comme un législateur d'une infinie clairvoyance désigné à mettre en pratique le plan de la *République* de Platon et la *Gazetta di Milano* du 28 août 1769 fit écho d'un projet matrimonial avec Paoli.

La lettre de Frédéric est une suite de flèches d'une amertume aveugle sur la personnalité de Paoli: «Boswell avait écrit qu'il se plaisait à voir en vous *plus qu'un homme*, alors que dans l'épreuve, vous vous révélâtes être *moins qu'une femme*, fuyant précipitamment à la seule nouvelle que les Français étaient parvenus à l'intérieur

de l'île. Une fois de plus vous rendiez justice à l'opinion négative que Colonna et Buttafoco avaient partagée à votre sujet, tout en validant la maxime qui prétend qu'il vaut mieux faire confiance à une armée de cerfs conduite par un lion qu'à une armée de lions dirigée par un cerf».

Ce manuscrit inédit rédigé en anglais est conservé à la British Library. Publié il aurait renforcé la critique acerbe du rapport Barère au Comité de Salut Public du 29 janvier 1793: «Un autre département mérite d'attirer nos regards: c'est le département de la Corse. Amis ardents de la liberté, quand un perfide Paoli et ses administrateurs fédéralistes ligués avec des prêtres ne les égarent pas, les Corses sont des citoyens français; mais depuis quatre ans de révolution, ils ignorent nos lois, ils ne connaissent pas les événements et les crises de notre liberté. Trop voisins de l'Italie, que pouvaient-ils en recevoir? des prêtres, des indulgences, des adresses séditieuses, des mouvements fanatiques. Pascal Paoli, Anglais par reconnaissance, dissimulé par habitude, faible par son âge, Italien par principe, sacerdotal par besoin, se sert puissamment de sa langue italienne pour pervertir l'esprit public pour égarer le peuple, pour grossir son parti; il se sert surtout de l'ignorance des habitants de Corse, qui ne soupçonnent pas même l'existence des lois françaises, parce qu'elles sont dans une langue qu'ils n'entendent pas. Il est vrai qu'on traduit depuis quelques mois notre législation en italien; mais ne vaut-il pas mieux y établir des instituteurs de notre langue que des traducteurs? (...) Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton; l'émigration et la haine de la République parlent allemand; la contre-révolution parle italien, et le fanatisme parle basque».

Au fond la lettre de Frédéric de Neuhoff sacrifie par défaut au culte de la personnalité et renvoie l'historiographie à cette question fondamentale: Paoli était-il paoliste?

Thierry Couzin

Antoine Casanova

Napoléon et la pensée de son temps: une histoire intellectuelle singulière,
Albiana, Ajaccio, 2008, pp. 323

Récemment Jean-Pierre Changeux a estimé que le cerveau humain construisait sa connaissance de telle manière que chaque neurones étaient individués et à partir de là il était possible d'inférer qu'elles avaient chacune à la fois un patrimoine et une histoire laissant ainsi une part d'indéterminé sur le processus d'apprentissage qui fait la matière de l'histoire même. C'est à ce formidable défi que s'attache le livre d'Antoine Casanova qui en choisissant le personnage exceptionnel de Napoléon Bonaparte privilégie le lien entre la mémoire individuelle et la mémoire collective.

L'historicisation de la pensée de Napoléon de 1789 aux années de l'exil à Sainte-Hélène fait apparaître un goût peu commun pour l'histoire antique dont la Révolution française que Bonaparte compare à une irruption volcanique fut riche à commencer par l'émergence de la figure de Caius Gracchus au temps premiers de la Convention en 1792. La singularité de l'homme consista à méditer sur son propre destin au regard d'une approche rationaliste de l'apparition des monothéismes. Il annota ainsi nombre d'ouvrages ramenés au cours de sa campagne en Egypte et en Syrie. Alors qu'il était jeune écolier à Brienne en 1779 Napoléon témoigna déjà une sympathie pour son compatriote Pasquale Paoli à laquelle les événements de Corse en 1793 mirent fin. Quant à la suite, ce passage qu'il dicta à Las Cases en dit long sur sa volonté de mettre en scène son propre destin. «En 1793, Napoléon Bonaparte, âgé de vingt-quatre ans, était encore inconnu au monde qu'il devait remplir de son nom; il était lieutenant-colonel d'artillerie (...). Les Anglais venaient de se saisir de Toulon, on avait besoin d'un officier d'artillerie distingué pour diriger les opérations du siège, Napoléon y fut envoyé. Là, le prendra l'histoire, pour ne plus le quitter; là commence son immortalité».

C'était taire l'opposition qui en juillet avait emporté par une vague de contestation populaire l'administration jacobine de Toulon vite remplacée par l'élection d'un comité général des sections élu par les assemblées urbaines. Les rebelles demeurèrent républicains et ainsi sous couvert d'une procession à la gloire de la Vierge on voit poindre des motifs politiques qui se manifestent par un cérémonial de rédemption des emprisonnés pour délits d'opinions. Les choses ne prirent un tour nouveau qu'avec l'arrivée des Anglais sous le commandement de l'amiral Hood dans le port de guerre livré aux coalisés fin août 1793 (Malcom Crook, «Une absence? Religion et contre révolution à Toulon en 1793», dans *Religion, Révolution et contre-révolution dans le Midi 1789-1799*, Colloque, Nîmes, 1990, pp. 95-102). Après la prise de Toulon le 17 décembre 1793 Las Cases prit soin d'insister sur le fait que Napoléon s'opposa à toutes les représailles: «L'Empereur rendait à Robespierre la justice de dire qu'il avait vu de longue longue lettres de lui à son frère, Robespierre jeune, alors représentant à l'armée du Midi, où il combattait et désavouait avec chaleur ces excès, disant qu'ils déshonoraient la Révolution, et la tueraient».

A ce propos Antoine Casanova rappelle les conversations de Napoléon peu après son coup d'Etat du 18 Brumaire avec le jacobin Marc Antoine Julien sur les raisons de l'échec du gouvernement de l'an II et de Robespierre qui témoigne en faveur de l'idée d'une sorte de solution de continuité entre les deux hommes. La politique de l'Incorruptible a échoué parce que à son intelligence, son énergie et à sa qualité «d'ennemi implacable de la royauté et de protecteur implacable du peuple», il a manqué pour «bien diriger sa force » l'expérience d'un chef militaire. «C'est ce qui le perdit».

Antoine Casanova sait bien que pour dépasser les impasses de la méthode lexicométrique qui enseigne assez peu sinon sur les occurrences et les syntagmes d'une langue pour ainsi dire sans chair la linguistique doit sui-

vre l'historicisation des modes de classement afin d'en rendre fécond ses apports. La rareté de cet ouvrage tient ainsi entre autre dans une volonté de laisser ouverte la recherche historique sur les biographies et par exemple rappelons que *Le Vieux Cordelier* fut l'organe de presse de Camille Desmoulin et sa liberté de ton peut se rapprocher des libelles du siècle des Lumières. Il eut une extension d'à peine sept numéros depuis le 7 décembre 1793 jusqu'au 15 février 1794 avec une périodicité par décades à la suite de quoi le publiciste, dont la particularité contrairement à «l'ogre corse» fut d'être dépourvus de responsabilité civile, fut arrêté.

Thierry Couzin

Hubert Heyriès

Les garibaldiens de 14. Splendeurs et misères des Chemises Rouges en France de la Grande Guerre à la Seconde Guerre mondiale, Serre, Nice, 2005, pp. 672

Acclamé par la jeunesse niçoise à la nouvelle de l'ouverture des hostilités entre la France et la Prusse, accusé de collusion avec le comité séparatiste de Florence, Giuseppe Garibaldi est surveillé à Nice. (Thierry Couzin, «Le renouvellement d'une identité de frontière. Les effets des bouleversements internationaux sur la notabilité dans le comté de Nice: 1792, 1848, 1870», dans *Cahiers de la Méditerranée*, 2007, 74, pp. 161-163). Après la défaite de Sedan le 2 septembre 1870 le gouvernement proclama deux jours plus tard la République à laquelle le conseil municipal de Nice se rallia aussitôt. Giuseppe Garibaldi débarqua à Marseille et fut rapidement enrôlé le 14 octobre 1870 à la tête de l'armée des Vosges où il se distingua à Dijon sans pouvoir arrêter la défaite. Une fois l'armistice signée avec la Prusse, l'assemblée nationale réunie à Bordeaux le 8 février 1871 institutionnalisa la République et Giuseppe Garibaldi fut élu député à Paris, Dijon, Nice et Alger. L'élection fut invalidée en raison de sa

nationalité italienne et il se retira définitivement à Caprera où il mourut en 1882. Au moment même où le rideau tombe commence le garibaldisme. Une tentative certes méconnue mais factice de filiation avec l'esprit du citoyen du monde par son fils Ricciotti et son petit fils Peppino qui les conduira à la tête d'une légion de volontaire sur l'Argonne en 1914 aux côtés de l'armée française.

Les membres de ces Chemises rouges se scindèrent dans l'Entre-deux-guerres. Les partisans de la lutte antifasciste réunis en association dans la *Fédération des Avants-gardes garibaldiennes* en 1923 par Ricciotti jr., ouverte à tous sans distinction de nationalité, de parti, de sexe, d'âge et de classe en collaboration avec la *Fédération des garibaldiens* composée des vétérans, se regroupèrent bientôt dans le mouvement para-militaire des *Légions garibaldiennes de la Liberté* en 1925. Le recrutement s'effectua surtout dans les Alpes-Maritimes, à Marseille, Lyon et à Paris là où les immigrants transalpins et les exilés politiques étaient les plus importants, attirant des *fuorusciti* socialistes, républicains, anarchistes et communistes. En 1924, Ezio, qui devint par ailleurs général de la milice fasciste, fonda en Italie La *Fédération nationale des Volontaires garibaldiens* dont Benito Mussolini reçut la présidence honoraire, Camillo Marabini devint pour les Chemises noires l'homme idéal pour diriger la filiale française de l'association la *Fédération garibaldienne de France*. Chacune des deux tendances voua des cérémonies au culte des morts sur l'Argonne.

A partir de 1936 un garibaldisme de gauche renaquit. Le déclenchement de la guerre civile espagnole et la formation du bataillon *Garibaldi* des Brigades internationales qui se distingua lors de la bataille de Guadalajara contre les Chemises noires en mars 1937, l'émergence de l'axe Rome-Berlin et la affirmation de la rupture franco-italienne, l'engagement anti-fasciste de Sante Garibaldi et l'organisation de la *Fédération française des garibaldiens de l'Argonne* en juin 1937, poussèrent une trentaine de vétérans à rompre avec *L'Union des garibaldiens de*

l'Argonne de Marabini et à rejoindre la lutte anti-fasciste des *fuorusciti* qui connurent eux aussi un réveil de leurs espérances. L'ouverture des hostilités en septembre 1939 devait imposer une indécision dû au caractère militaire de la mémoire de l'Argonne.

Giuseppe Garibaldi fut-il garibaldien? On a peine à croire que la profusion de monuments qui célèbrèrent les Italiens mort pour la France est quelque chose à voir avec le caractère tempétueux auquel sa naissance le 4 juillet 1807 à Nice de ce fils de marin et petit commerçant niçois et d'une mère génoise ne le prédisposait pas. Son parcours exceptionnel revint en somme à témoigner sur l'engagement de l'individu en faveur de la République en Uruguay, en Italie, en France, loin des querelles nationalistes des associations d'anciens combattants qui se réclamaient de sa mémoire. Giuseppe Garibaldi se rendit également au congrès de la Ligue pour la paix qui se tint à Genève en 1867 dans lequel Bakounine prôna d'abord la création des Etats-Unis d'Europe en précisant que celle-ci ne pourrait se faire dans le cadre des Etats tels qu'ils émergèrent au lendemain du «printemps de peuples» en invitant ces derniers à reconstituer leurs patries par la fédération des énergies par le bas aussi bien individuelle que collective (Michel Bakounine, *Œuvres*, Paris, 1980, pp. 53-60). Au fond, seule la présence d'un détachement de volontaires dans les Brigades internationales l'a respecté.

Thierry Couzin

Corrado Malandrino (a cura di)

Un popolo per l'Europa unita. Fra dibattito storico e nuove prospettive teoriche e politiche.
Leo S. Olschki editore, Firenze, 2004, pp. 248

Après l'élargissement de la Communauté européenne à dix nouveaux membres le 1^{er} mai 2004, l'adoption d'un projet de Constitution pour l'Union par les chefs d'Etat et de gou-

vernement réunis à Bruxelles le 18 juin 2004 semblait marquer une date dans la progression de ce qui n'était qu'une utopie à la fin du second conflit mondial. En effet, l'idée de peuple européen affronté avec la question connexe du cadre institutionnel capable de l'enlancer développé dans cet ouvrage collectif anticipe à la fois sur l'élargissement possible à d'autres pays distincts par la pauvreté comme la Bulgarie et la Roumanie ou par la religion majoritairement pratiquée, en l'occurrence l'Islam, en ce qui concerne la Turquie, et sur le délai de ratification laissé à la discrétion de chaque membre avant un vote global à la majorité de 55% des Etats et 65% de la population de l'Union ne présageait pas de la nature des résistances. Il n'en a rien été puisque le traité a été rejeté par la France le 29 mai 2005. C'est là que réside tout l'intérêt prospectif de ce livre.

Le principe de subsidiarité entre les instances de l'Union d'une part, entre pouvoir supranational et souveraineté nationale d'autre part élaboré au fur et à mesure des traités permet de régler les conflits entre les différents niveaux communautaires par la délégation au cas par cas des compétences ce qui en fait un outil juridique démocratique tant vertical qu'horizontal supposant la participation des diverses représentativités à la mise en pratique collégiale des décisions. Ainsi le Comité des régions instauré par le traité de Maastricht de février 1992 entré en vigueur au début de l'année 1994 doit dans la pratique faire face à des conflits de compétences entre les délégués des régions et les collectivités territoriales. Or, malgré un programme lancé par le Conseil de l'Europe dans le premier quinquennat des années 1980 l'intensité des problèmes régionaux fait apparaître des déséquilibres puisque sur les 160 régions administratives d'alors la Basilicate arrive en tête de ce triste classement suivi dans l'ordre décroissant de la Calabre, de l'Andalousie, de l'Estremadure, des Canaries, de l'Irlande et de la Sardaigne.

Il existe en effet un rapport étroit entre le mode de production et les for-

mations politiques: aux exigences de l'économie industrielle a répondu la construction des Etats nationaux tandis que la Communauté européenne fut d'abord pensé dans les termes d'un marché unique rendu nécessaire par la globalisation liée à la révolution scientifique dans les communications et les transports. C'est donc l'internationalisation des échanges qui constitue le moteur dans la création d'une société civile élargie dont la dimension soit capable de contrôler l'obsolète séparation entre politique interne et politique externe par un processus constitutionnel de rassemblement des démocraties libérales. La solution fédéraliste comme stade ultime d'une transformation à l'échelle mondiale dont les entreprises multinationales, les organisations non gouvernementales, les centres de recherches, l'étendue de la diffusion des religions, et aussi bien les organismes criminels et terroristes sont des indicateurs patents, est évoqué. Cette perspective a l'avantage de nous faire comprendre que la création d'un peuple européen au centre des débats actuels est le reflet d'enjeux planétaires cruciaux qui ne se limitent pas à d'incertains nouveaux lendemains qui chantent mais tiennent d'abord à l'élaboration d'un cadre territorial suffisamment vaste pour maintenir une possible gouvernance des problèmes nécessairement transnationaux qui se profilent chaque jours. Parmi ceux-ci la politique extérieure et de défense commune jusqu'à présent n'a pu se concrétiser que par des alliances parcellaires qui n'intègrent pas l'ensemble des pays membres.

Nous sommes en effet loin d'en avoir fini avec le jeu serré des Etats-Unis dans le conseil de sécurité des nations unies auquel on doit la création d'agrégats de peuples issus de l'ancienne fédération yougoslave et dans les provinces méridionales de la Russie. Il est demeure pourtant vrai que les pays ayant peu été touché par la révolution industrielle ont aujourd'hui la possibilité d'inventer leur propre développement. La Silicon Walley a été la solution californienne

des Etats-Unis d'Amérique mais désormais l'Alena met cet Etat fédéral face au dilemme bien connu des vieux européens de l'absorption par le progrès scientifique des migrations mexicaines de la pauvreté désormais difficile à circonscrire dans des ghettos. A propos du système d'autorégulation des législations différentes qui a été proposé par Gunther Teubner d'aucun a pu lui opposer qu'elle n'était pas réaliste vis-à-vis de la Convention de *L'International Court of Justice* réunie à Mexico en 2003 sur la souveraineté de la procédure criminelle dans l'Etat du Texas.

Le rôle de l'histoire dans l'élaboration d'une mémoire commune aux européens importe finalement. La mémoire collective comme éveil de la conscience de la mémoire individuelle à celle d'un groupe telle que l'a défini Maurice Halbwachs fait l'impasse sur le politique au profit de la culture. Ce glissement a été confirmé par l'étude de Pierre Nora sur les mémoires d'Etat constitutives de l'espace national en ce que ce dernier escamote la citoyenneté au profit de la légitimation du pouvoir. L'auteur de la contribution, Helga Bories Sawala, s'accorde avec Eric J. Hobsbawm pour montrer que cette perspective consiste en une lecture du passé en fonction des besoins du présent et participe de l'invention de communautés imaginées dans le cadre national. Sauf à revenir en arrière celui-ci ne correspond plus aux besoins de l'Union européenne et c'est sur cette note sur la nécessaire internationalisation de l'historiographie dirigée vers l'intégration démocratique qu'il faut conclure.

Thierry Couzin

Pierre Vidal-Naquet

Le miroir brisé.
Tragédie athénienne et politique,
Les Belles Lettres, Paris, 2002, pp. 94

La tragédie dans son essence même est passage à la limite des règles d'inclusions et d'exclusions qui fondent

l'ordre civique. Trois tentations menacent l'interprète des tragédies grecques. La première est celle du réalisme. La matière de la tragédie n'est pas le rêve mais une esthétique à la fois littéraire et religieuse qui puise son inspiration à Thèbes lieu par excellence de la déraison dans l'*Œdipe à Colone* de Sophocle, à Argos lieu de la division dans l'*Oreste* d'Euripide et à Troie lieu par privilégié de la finitude des cités dans l'*Agamemnon* d'Eschyle, pour mettre en scène les mythes dans une expérience publique d'intelligibilité des codes de la réalité sociale. Dans l'*Œdipe-Roi* de Sophocle la tragédie entra au plus profond du double sens de *nomos* puisque ayant chassé son roi comme on expulse un *homo piacularis* Thèbes va souffrir d'un *loinomos* qui se traduit par un tarissement des sources de la fécondité, la terre, les troupeaux, les femmes n'enfantent plus, cependant qu'une peste décime les vivants ; la procession périodique du *pharmakon* ne suffit plus puisque la *miasma* qui a dérégulé le cours normal de la collectivité était venue de la vengeance sur un descendant des Alcméonides d'après le récit de *L'Iliade* d'Homère (Jean-Pierre Vernant, «Ambiguïté et renversement. Sur la structure énigmatique d'Œdipe Roi», dans Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet, *Œdipe et ses mythes*, Bruxelles, 1988, pp. 23-53).

La seconde tentative est celle de l'actualisation politique. Exceptionnelle elle fut explicite dans la représentation des *Perses* d'Eschyle en 472 av. J.C. qui évoqua l'événement contemporain de la victoire de Salamine afin de mettre un terme aux médisances au profit de la démocratie athénienne et plus discrète dans l'œuvre posthume d'Euripide l'*Iphigénie à Aulis* qui raconta la campagne électorale d'Agamemnon à la veille de la guerre de Troie au temps de l'institution de l'ostracisme pour régler les conflits sur l'Agora lors des débats sur l'intervention militaire en Sicile et la punition de Mytilène. La troisième tentative est celle de l'actualisation moderne. Si délicate est l'interprétation de l'*Antigone* de Jean Anouilh jouée en

février 1944 dans la France occupée, dans la version de Bertolt Brecht représentée en 1948 Créon expliquait que sa défaite signifiait la mort de Thèbes ce qui était une allusion à Hitler qui estimait que l'Allemagne était indigne de lui survivre. Mais ce qui fait écho à la tragédie athénienne ce sont les procès publics intentés contre les opposants à la dictature stalinienne à Moscou dans les années 1936-1938, à Budapest, Sofia et Tirana à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Dans l'*Antigone* de Sophocle Hémon le jeune fils de Créon réduit son père à la condition d'éphèbe et de femme avant de rappeler la règle politique fondamentale qu'une cité n'appartient pas à un homme mais qu'au contraire est souverain l'ensemble des codes politiques, sociaux, militaires, et celui des classes d'âges enfin, qui fait entendre la voix des hommes du peuple.

Eschyle fut le premier à employer le mot métèque dans les *Sept contre Thèbes* pour désigner Parthénopée à Argos. Sur les trente-trois drames athéniens recensés ce qui est remarquable c'est qu'il n'en est pas un seul où l'opposition entre les Grecs et les Barbares ou entre citoyens et étrangers ne joue pas un rôle significatif puisque partout sauf dans les *Perses* d'Eschyle qui parlent abondamment du *barbaros* c'est le mot *xénos* qui exprime l'altérité. Au fond la tragédie est une crise après laquelle personne parmi les héros n'est semblable à lui-même. Dans l'*Ajax* de Sophocle c'est Ulysse qui est le politique de la pièce: «Pour moi, je viens d'apprendre que l'on ne doit haïr son ennemi qu'avec l'idée qu'on l'aimera plus tard; et pour l'ami, je n'entends de ce jour l'assister qu'avec l'idée qu'il ne restera pas mon ami à jamais ». Le temps de la cité est quelque chose que le héros tragique, et tout particulièrement dans l'œuvre de Sophocle, qu'il s'appelle Ajax, Créon ou Antigone ne peut pas comprendre. Le Titan Prométhée frère d'Atlas en dérochant le feu à Zeus pour en faire le présent aux hommes fut condamné à être cloué sur la montagne.

Eschyle dans le *Prométhée enchaîné* nous fait entendre sa complainte cour-

roucée. «Écoutez les misères des mortels et comment auparavant d'enfants qu'ils étaient auparavant j'ai fait des êtres doués de raison et de réflexion (...). Autrefois il voyaient sans voir, écoutaient sans entendre, et semblables aux formes des songes, ils brouillaient tout au hasard tout le long de leur vie; ils ne connaissaient pas les maisons de briques ensoleillées; il ne savait point travailler le bois; ils vivaient enfouis comme les fourmis agiles au fond d'antres sans soleil. Ils n'avaient point de signer sûr ni de l'hiver, ni du printemps fleuri, ni de l'été riche en fruits; il faisait tout sans user de leur intelligence, jusqu'au jour où je leur montrai l'art difficile de discerner les levers et les couchers des astres. J'inventai aussi pour eux la plus belle de toute les sciences, celle du nombre, et l'assemblage de toute les lettres, qui conserve le souvenir de toutes choses et favorise la culture des arts. Le premier aussi j'accouplai les animaux et les asservis au joug et au bât pour prendre la place des mortels dans les travaux les plus pénibles, et j'attelai aux chars les chevaux, dociles aux rênes. Nul autre que moi non plus n'inventa ces véhicules aux ailes de lin où les marins courent les mers. (...). Lorsqu'un homme tombait malade, il n'avait aucun secours à espérer, ni aliment, ni topique, ni breuvage, et il dépérissait faute de remèdes, jusqu'au jour où je montrai aux hommes à mélanger de doux médicaments qui écartent toutes les maladies. Je classai aussi les divers procédés de la divination; le premier, je distinguai parmi les songes ceux qui doivent s'accomplir, et j'appris aux hommes à interpréter les bruits difficiles à juger et les rencontres de la route. J'ai défini exactement dans le vol des oiseaux de proie les pronostics favorables ou défavorables, les mœurs de chaque race, leurs haines mutuelles, leurs amitiés, leurs réunions, et aussi le poli des viscères et la couleur qu'ils doivent avoir pour plaire aux dieux, les nuances favorables de la bile et du lobe foie, je fis brûler les membres enveloppés de graisse et les larges reins pour guider les mortels sur

la route d'un art ténébreux, et je leur rendit clairs les signes de la flamme jusque-là obscurs (...). De même les trésors que la terre cachait aux hommes dans les profondeurs, l'airain, le fer, l'argent et l'or, qui pourrait se vanter de les avoir découverts avant moi?».

De cette redistribution de *timai* naquit la propension à la *politiké technai* (Jean Ducat, *La religion grecque*, Cours, Université de Nice-Sophia-Antipolis, 4 novembre 1991). Athènes a inventé la politique au sens plein du terme.

Thierry Couzin

Salvatore Lupo

Potere criminale.

Intervista sulla storia della mafia,

a cura di Gaetano Savatteri, Laterza, Roma-Bari, 2010, pp. 192

«...per troppo tempo ci siamo raccontati la favola che la mafia fosse figlia del sottosviluppo. Poi abbiamo invertito i termini del discorso dicendo che il sottosviluppo è figlio della mafia. Entrambe le proposizioni sono errate». Si potrebbe dire, usando un linguaggio sportivo, che Salvatore Lupo entra in argomento a gamba tesa di fronte alle intelligenti e puntuali provocazioni di un giornalista di razza qual è Gaetano Savatteri.

Da queste prime battute, si comprende bene il percorso che lo studioso intende svolgere, un percorso che incontra la domanda di fondo su cosa sia in realtà la mafia. Una domanda che ha visto letture fuorvianti come quelle, definite in altro testo dello stesso autore «fumisterie culturologiche», di Giuseppe Pitre che, come affermato dal socialista Giuseppe Marchesano «ci ha spiegato che cosa non è» la mafia. Proprio l'illustre studioso palermitano è, infatti, responsabile della nobilitazione del paradigma che porta al negazionismo che ha dominato per decine di anni la cultura siciliana, cioè che la mafia non esiste ed invece esistono i comportamenti mafiosi e che quanto si fantastica di mafia come

organizzazione criminale, si tende solo a calunniare la Sicilia. Un paradigma che tuttavia nasce anni dopo il processo unitario considerato che, almeno dall'unità in poi, non ci si faceva scrupolo dall'affermarne l'esistenza, basta ricordare il testo di Nicolò Turrisi Colonna del 1864.

Ma altrettanto insufficienti, se non errate sono state quelle offerte dalle analisi della cultura del mondo della sinistra di cui evidenzia l'equivoco di fondo, cioè il considerare la mafia come «forma primitiva di lotta sociale», o, secondo la interpretazione del sociologo Henner Hess «come specchio di una cultura mediterranea resistente alla moderna etica statale». Un fossile culturale che il trionfo della modernità avrebbe travolto, senza così comprenderne la grande capacità mimetica ch'essa ha sempre dimostrato. «La mafia – afferma a chiare lettere l'autore – è patologia della modernità».

Lupo non fa concessioni alla retorica né, tantomeno, ai luoghi comuni che hanno reso, perfino, difficile un approccio scientifico al tema trattato, a cominciare da una interpretazione che la pubblicistica ha consolidato che fa di *Cosa Nostra* un'impresa, leit motiv del fortunato libro di Arlacchi *La mafia imprenditrice*, una Spa «in grado di gestire tutto il malaffare». Stesso trattamento l'autore riserva alla cosiddetta *Cupola mafiosa* della quale, pur non negandone in alcuni momenti una esistenza, ne ridimensiona il concetto di stabilità e di costante capacità di intermediazione per garantire sempre la *pax mafiosa*. E, ancora, la esistenza di un *terzo livello*, che l'autore d'accordo con la tesi di Falcone, considera manifestazione di grave rozzezza intellettuale.

I mafiosi farebbero riferimento ad un sistema di valori che ne cementano e orientano le scelte. «...se non vogliamo essere intellettualmente pavidii dobbiamo effettivamente ammettere – e Lupo fa riferimento ai disvalori dei mafiosi - che di un sistema di valori si tratta. Grazie ad esso si comunica all'interno della mafia, nonché tra chi vi sta dentro e chi ne sta fuori, provando a raggiungere anche perfino

quanti sono contro la mafia». Un insieme di valori – famiglia, religione, ordine – che sono quelli fondanti della società siciliana ai quali il mafioso “porta rispetto” perché agli stessi non si sente estraneo. Alla luce di quanto sopra, non può destare meraviglia il fatto che il «mafioso si sente cattolico»: infatti «nella società siciliana essere o apparire cattolici è molto importante, ricordiamo che in dialetto si dice 'cristiani' per indicare gli esseri umani».

Pur non dimenticando che anche nel periodo borbonico uomini e organizzazioni che possano essere considerati tali vi fossero, per Lupo la mafia, almeno nelle forme arcaiche, «nasce nel periodo di transizione, del passaggio dallo Stato borbonico a quello unitario». Si potrebbe dire che con l'unità l'Italia scopre la mafia. Inoltre, a smentita di quanti pensano che le autorità pubbliche non avessero compreso la gravità del fenomeno, ricorda documenti ufficiali che dimostrano proprio il contrario. Da essi traiamo l'indicazione di alcuni fatti e comportamenti che caratterizzeranno la storia della mafia come: a) la deferenza dei mafiosi verso le élites; b) il loro radicamento territoriale; c) la polizia scopre quello che le è ben noto.

Può destare sorpresa un'affermazione come quella che lo storico formula affermando che con la mafia nasce anche l'antimafia, naturalmente non l'antimafia come si manifesta platealmente oggi, ma come resistenza al potere mafioso in quanto incompatibile con i fondamenti di una società liberale che considerava la proprietà, ed i mafiosi aggredivano la proprietà, la base dell'ordine sociale. Ne è esempio la forte reazione nel momento in cui viene ucciso Notarbartolo, ma quest'ultima reazione venne subito soffocata da quella visione culturalista che alimenta il sempre presente sicilianismo.

In merito all'operazione Mori, manifestazione massima dell'antimafia fascista, Lupo non ha dubbi nell'affermare che, al di là degli aspetti propagandistici, particolarmente curati dalla comunicazione di regime, si potrebbe definire «una variante regionale della

generale epurazione del Partito nazionale fascista, intrapresa dalla segreteria di Augusto Turati a partire dal '26», cioè espressione della lotta di potere interna al partito diretta alla liquidazione della fazione di Farinacci. Non a caso viene scelto a condurre l'operazione un uomo che avrebbe potuto essere considerato un nemico del fascismo e che in Sicilia ne sia stata, illustre, vittima Alfredo Cucco, l'esponente più importante del movimento fascista che faceva capo a Farinacci. A giudizio di Lupo, l'impatto mediatico fu notevole, i risultati certamente inferiori alle aspettative anche perché, afferma l'A., il fascismo non ha mai chiamato la classe dirigente locale a rendere conto delle sue complicità. Un risultato positivo da accreditare ai fascisti lo evidenzia, però, Savatteri, scrivendo che i fascisti «furono i primi a presentare la mafia come un disvalore in sé, da condannare e rifiutare, quantomeno nelle prese di posizioni pubbliche».

Un tema delicato, e controverso, è quello dei rapporti con l'altra sponda dell'Oceano. Se è vero che i rapporti fra mafia siciliana e americana sono stati stretti in ogni tempo, a giudizio di Lupo è solo negli anni del primo dopoguerra che, attraverso il trasferimento di mafiosi "molto qualificati", si forma il gruppo costitutivo di Cosa Nostra. A quest'esodo diede una mano il fascismo, molti fuggirono per non incappare nella repressione fascista, ma molti erano andati in America per ragioni pratiche; negli States, infatti, l'emigrazione era «fruttifera, perché in America c'era il proibizionismo e li avrebbero fatto i soldi». Cosa nostra cambia il modo di operare della criminalità mafiosa, mentre infatti la "Mano nera", l'antecedente di Cosa Nostra, praticava il crimine all'interno della comunità italiana, la nuova Mafia, composta da soggetti integrati, estende ora la sua perversa attività all'intera società americana. In ogni caso, fra le due sponde c'è sempre stato un rapporto forte che neppure il fascismo riesce a spezzare.

Ed a proposito di questo rapporto, Lupo manifesta la sua diffidenza su certe tesi oleografiche relative al contri-

buto che la mafia, e soprattutto Lucky Luciano, hanno dato allo sbarco degli Alleati in Sicilia del '43 e al coinvolgimento della stessa come interlocutore privilegiato (principalmente gli americani) negli anni dell'amministrazione dell'Amgot. Se patto ci fu fra Cosa nostra e governo americano, e la liberazione di Luciano condannato a trent'anni lo dimostra, fu quello di scambiare la liberazione di boss contro l'impegno a tenere buoni i sindacati dei lavoratori del porto di New York, e questo per garantire l'ordine ed evitare scioperi ostruzionistici in un momento in cui era necessaria "massima compattezza" per vincere la sfida bellica. Sull'argomento conclude, affermando, che molte tesi sulla collaborazione fra americani e mafia sono frutto di fantasia come è frutto di semplificazioni banali «l'idea secondo la cui qualcuno a Washington abbia tramato per promuovere le fortune della mafia».

Più delicata, e complessa, è l'interpretazione che Lupo dà della mafia nel dopoguerra, soprattutto in relazione agli eclatanti episodi di terrorismo mafioso. Forte, ma condivisibile, è la sua affermazione a proposito della strage di Portella delle Ginestre: «se la strage ha un senso politico regionale - afferma - è quello di radicalizzare lo scontro aumentando il valore del sostegno della destra (di alcuni gruppi della destra) alla Dc». Ed a proposito del gran parlare di mafia da parte della sinistra, Lupo afferma come siano penetrati nella cultura in generale del mondo della sinistra le convinzioni che parlare di mafia sia necessariamente parlare contro la mafia o che l'antimafia debba, anche qui necessariamente, coincidere con un discorso di sinistra. Di questo assunto è corollario che la polemica sulla mafia, del Pci fu fatta coincidere con quella contro la Dc. Il guaio, secondo l'autore, è che negli anni cinquanta «l'immagine della mafia viene elaborata esclusivamente attraverso la lente della politica ed in una logica fortissima di schieramento».

E arriviamo agli anni del sacco di Palermo e alle guerre di mafia che insanguinano, soprattutto le strade

palermitane. Lupo ridimensiona la tesi di una mafia delle campagne che si muove alla conquista della città: «la mafia del sacco edilizio - afferma - è palermitana ... legata agli interessi delle élites fondiarie delle borgate e dell'hinterland, le cui aziende ha sempre controllate attraverso una rete di intermediari commerciali e di guardiani». Anche quella dei corleonesi, che impongono uno stile, piuttosto che diverso, più dinamico, può essere considerata un'appendice di quella palermitana. Essa mafia fa valere la propria "rendita di posizione" intendendo sfruttare i benefici che derivano dall'enorme aumento del valore dei terreni «che da sempre presidiano». Il contrasto, quello delle forze ad esso deputate, non si manifesta all'altezza del compito, non lo sarà per molto tempo. E tuttavia qualcosa cambia con la strage di Ciaculli, «la strage - sostiene Lupo - fa della mafia (finalmente) un problema di ordine pubblico». L'istituzione della Commissione parlamentare antimafia è la risposta più alta che in quel tempo si mette in campo. E proprio sulla Commissione, Lupo afferma che i suoi materiali più interessanti, pur contenendo risposte significative, non sono stati adeguatamente letti mentre ci si è soffermati, e le relazioni di maggioranza ma anche di minoranza lo dimostrano, su aspetti già noti nel dibattito pubblico. A questo proposito piglia ad esempio la vicenda del giudice Terranova ucciso, a suo giudizio, per le idee più precise e per le analisi più approfondite che si era fatte nel corso della sua attività di parlamentare componente della Commissione antimafia. Fra le idee sbagliate, ed in questo caso prende in esame l'assassinio del procuratore Scaglione, c'è quella che «la mafia non ammazzi magistrati o uomini dello Stato, se non nel caso i suoi complici».

A partire dagli anni '70 inizia la mattanza ad opera dei corleonesi che, a dire di Lupo, hanno realizzato una sorta di colpo di Stato al suo interno, e che tentano «di fare di Cosa Nostra qualcosa di simile alla sua leggenda: una superorganizzazione, con un

supercapo». Mentre comincia ad emergere l'idea che sia necessario da un lato dare vita a specifiche strutture inquisitorie ma, anche, ricorrere a provvedimenti emergenziali che vanno al di là anche del garantismo e del legalitarismo che anche a sinistra è radicato e preteso, i corleonesi alzano il tiro innescando un meccanismo perverso di azione e reazione. «Ogni delitto di mafia provoca allarme e la ricerca di nuove soluzioni. Ogni nuova soluzione provoca una sanguinosa reazione». In questa sequenza, perversa, lo Stato appare perdente perché le sue reazioni sono più lente a causa delle regole che ne impacciano l'azione. Si verifica, in quegli anni, qualcosa di simile a quanto già era avvenuto per il terrorismo, «Cosa nostra uccide per ostentare il proprio potere, per lanciare un messaggio intimidatorio poderoso, ma generico, alle classi dirigenti e all'opinione pubblica». Ma, proprio il massimo di arroganza, produce una, forse inaspettata, reazione dell'opinione pubblica. Si tratta di un movimento minoritario cittadino e borghese, che mette in difficoltà il «moderatissimo comunista» carico di "presunzione di superiorità" che consente ai discorsi radicaleggianti di Orlando di trovare un'enorme *audience* da farne un leader dell'antimafia. A fronte di questo, però, i partiti e la sinistra in particolare, mostrano un grave ritardo culturale e politico. «L'antimafia che nasce porta in qualche maniera ad un nuovo senso dello Stato», «segmenti di istituzioni a lungo considerati come la faccia cattiva dello Stato 'separato' ? polizia, carabinieri, magistratura penale si trasformano in campioni della società civile».

Un giudizio che consideriamo poco condivisibile è quello che Lupo dà della gerarchia e segnatamente del cardinale Pappalardo. Sulla scorta della interpretazione non benevola della sociologa Alessandra Dino, Lupo formula ampie perplessità sulla azione dell'alto prelato, soprattutto in relazione alla prima parte del suo magistero caratterizzata dalla stretta nei confronti di preti che avevano assunto posizioni 'politicamente eterodosse'. Lupo, come d'altra

parte la Dino nell'interpretare il comportamento di Pappalardo non tengono infatti conto delle difficoltà in cui un uomo di chiesa si trova ad operare. Difficoltà che nascono dalla specificità del magistero che vede la centralità dell'uomo e la sua conversione. Le interpretazioni sociologizzanti mal si sposano con il magistero della Chiesa.

Stimolato da Savatteri, Lupo si sofferma anche su due vicende che hanno segnato il dibattito pubblico sulla mafia. La prima, quella innescata dalla polemica di Sciascia sul cosiddetto professionismo antimafioso. Quella presa di posizione, Lupo la fa risalire a una pregiudiziale personale dello scrittore di Racalmuto, comune alla vecchia sinistra, sintetizzabile nell'idea che la repressione statale finiva per colpire deboli e oppositori. «L'antimafia – scrive Lupo interpretando la posizione di Sciascia – è mossa da interessi, e la sua aspirazione alla riforma morale non deve nascondere l'intenzione politica». Della posizione di Sciascia dà un giudizio negativo ma dà anche un giudizio negativo sul comunicato del coordinamento antimafia che «mascherandosi da società civile, rifiutava di pensarsi come una parte politica, e dunque di ammettere la liceità di posizioni diverse dalla sua». La seconda, il valore della «cantata» di Buscetta e il suo reale peso. Lupo considera il personaggio, come esponente della cosiddetta terza mafia, non appartenente a quella d'oltreroceano né a quella palermitana, ma di quella che si carica del compito di «esternalizzazione del rischio». Condividendo Falcone, accetta l'idea che Buscetta sia stato importante per il fatto che ha fornito le coordinate per orientarsi nella comprensione della mafia.

La parte finale del volume è dedicata a questi ultimi anni, ed è estremamente interessante perché interpreta le cronache recenti con gli strumenti e l'intelligenza di uno storico che vuole

separare le ragioni politiche dall'analisi della realtà. «La lotta alla mafia – afferma Lupo, che incline alla cautela appare, quasi, infastidito per le tante analisi dietrologiche – deve dare quello che può dare e deve essere valutata per quello che ha dato e sta dando. Il resto è lotta politica». Così rifiuta di vedere una sorta di «trama occulta» per spiegare il perché le simpatie di alcuni mafiosi andarono al partito di Berlusconi nel '94, osservando che essi indirizzarono «i loro consensi verso la nuova offerta politica di area 'moderata' come fecero tanti gruppi di interesse, e milioni di cittadini italiani». Ed ancora, che le stragi volute dai corleonesi, furono un tentativo, *sbagliato*, in quanto indicano «la rottura fra mafia e Stato». Chiara è, ancora, la sua interpretazione dell'attività terroristica mafiosa: «allo stato delle mie conoscenze, continuo a ritenere la scelta terroristica dei primi degli anni Novanta come il frutto di una sorta di estrema coazione a ripetere, da attribuirsi in prima battuta a quanti su quella strategia più di altri avevano puntato, sino a farne un marchio di fabbrica: Riina e soci». Sui processi politici, e il riferimento è al procuratore Giancarlo Caselli relativamente al processo Andreotti, non ha remore ad affermare che «non è forse sbagliato che la prova debba essere più solida di quanto avviene nei processi di altra natura». A conclusione dell'analisi serrata, di fronte alla provocazione di Savatteri sulla possibilità di ipotizzare un futuro senza mafia o con una mafia legalizzata, Lupo risponde in maniera chiara che «è necessario approntare strumenti più sofisticati (analitici, legali e operativi) per definire le dinamiche operanti negli strati più profondi della società, per limitare i poteri nascosti, che, sovrapponendosi a quelli legali e costituzionali, finiscono per negare il diritto di ognuno».

Pasquale Hamel